



Lycée : le nouvel enseignement facultatif de maths en première n'est suivi que par une petite minorité d'élèves

Emmanuel Macron avait promis un « retour des maths dans le tronc commun » en première générale. Avec l'enseignement facultatif mis en place, l'objectif est loin d'être atteint, mais le ministère de l'éducation nationale réfléchit à un enseignement obligatoire. AUREL

Ceux qui mettent les formes estiment que ce n'est « pas un succès », d'autres n'hésitent pas à parler de « flop absolu ». Le nouvel enseignement facultatif de mathématiques en classe de 1 re , censé permettre de réintroduire cette discipline dans le tronc commun des élèves ne l'ayant pas prise en spécialité, n'a été choisi que par une petite minorité d'élèves. Si le ministère de l'éducation nationale attend toujours des chiffres définitifs, il estime que « moins de 10 % » des lycéens éligibles suivent cet enseignement cette année.

« Ce n'est pas un retour des mathématiques en 1 re », constate Claire Piolti-Lamorte, présidente de l'Association des professeurs de mathématiques (APMEP). Ni la Rue de Grenelle ni la communauté éducative ne s'en disent étonnées au regard des conditions dans lesquelles l'« option maths » a été mise en œuvre. Les programmes ont été établis en un temps record, des moyens ont été débloqués pour financer les heures de cours, mais « l'annonce a été trop tardive et n'a pas permis aux personnels de direction et aux familles d'avoir les informations en temps et en heure », déplore Audrey Chanonat, secrétaire nationale commission éducation et pédagogie du SNPEN-UNSA, premier syndicat de chefs d'établissements.

Enseignants et personnels de direction sont en effet restés plusieurs mois dans le flou après l'annonce, au mois de mars, de l'ajout d'une heure et demie de mathématiques dans les enseignements de tronc commun des élèves de 1 re . La déclaration faisait suite à des mois de polémique sur les écueils de la réforme du lycée sur l'enseignement des mathématiques.

Solution minimum

Depuis sa mise en œuvre en 2019, la matière a disparu des enseignements de tronc commun des élèves à partir de la 1 re et les lycéens ne suivent des cours de maths que s'ils choisissent cette discipline en tant que spécialité, parmi douze autres possibilités. Les conséquences sont connues, à commencer par le fait qu'un élève sur trois décide d'arrêter les maths dès la fin de la classe de 2 de générale et que le nombre d'élèves n'étudiant plus les maths à partir de la 1 re a triplé. Le choix de la spécialité révèle en outre des inégalités sociales et de genre : elle est majoritairement suivie par des garçons (58 %) et les élèves d'origine sociale favorisée y sont surreprésentés (46 %).

En pleine campagne présidentielle, le gouvernement a cependant tardé à officialiser la décision. Pris ensuite en étau entre un vif débat politique sur le sujet un calendrier trop serré pour permettre leur réintroduction obligatoire pour tous dès 2022, Emmanuel Macron a finalement opté début juin pour une solution minimum : un enseignement facultatif d'une heure et demie par semaine pour les élèves n'ayant pas pris la spécialité.

Dans le lycée de Philippe Labiausse comme dans beaucoup d'autres, les conseils de classes étaient déjà passés et les élèves avaient déjà terminé les cours lorsque les textes officiels sont arrivés. « J'ai dû communiquer sur Pronote pour savoir qui souhaitait prendre cet enseignement, mais nous n'avions rien pu leur expliquer en amont sur son contenu ou la manière dont il s'intégrait dans leur parcours », raconte ce proviseur girondin. Résultat, sur environ 180 élèves éligibles, seuls onze ont pris l'option.

Les effectifs, très variables d'un établissement à l'autre, s'élèvent à plusieurs dizaines dans certains quand ils sont parfois inférieurs à cinq dans d'autres. Des proviseurs ont ainsi pu décider de ne pas ouvrir l'option, selon Audrey Chanonat, qui rappelle que le SNPEN avait plaidé pour une mise en place à la rentrée 2023 afin de « pouvoir informer les familles et construire une vraie politique pédagogique pour les élèves ».

Programmes trop denses

Du côté des professeurs de maths, on déplore une option qui ne règle pas les problèmes qu'ils soulèvent depuis trois ans : la baisse du vivier scientifique, le manque de diversité de l'offre de formation en mathématiques ou encore l'aggravation des inégalités entre les filles et les garçons. En 2021, les filles représentaient 35,7 % des élèves scientifiques qui





suivaient au moins six heures de maths par semaine, contre 47,5 % avant la réforme du bac, souligne une note du collectif Maths-sciences.

Les enseignants s'inquiètent aussi du choix qui a été fait de permettre aux élèves recevant l'enseignement facultatif en 1 re de suivre l'option « maths complémentaires » en terminale, pour l'heure réservée aux élèves ayant pris la spécialité en 1 re « Il est impossible de faire en une heure et demie hebdomadaire ce que les élèves font en quatre heures en spécialité, assure Claire Piolti-Lamorthe, de l'APMEP. On va donc avoir des classes très hétérogènes, avec des élèves qui pourront choisir maths complémentaires en terminale mais qui n'auront pas le niveau et les compétences qui leur permettront de suivre. »

Pour l'APMEP, cette décision aboutit en outre à des programmes trop denses qui éloignent cet enseignement de l'esprit des « maths pour tous », destinés à « alimenter la pensée abstraite des élèves » et à « montrer que les maths permettent de développer le raisonnement »

Le devenir de l'option maths reste une équation à plusieurs inconnues. Emmanuel Macron avait déclaré en juin que « l'idée ensuite [était] peut-être de le rendre à nouveau obligatoire », et des concertations sont en cours à ce sujet. Les documents budgétaires publiés le 5 octobre confirment la volonté ministérielle de rendre l'enseignement obligatoire. Le sera-t-il pour tous les élèves, y compris ceux ayant pris la spécialité ? Qu'en sera-t-il en terminale ? Avec quels programmes, et quels moyens humains ? Le comité de consultation sur la place des mathématiques au lycée chiffrait à 1 000 le nombre d'équivalents temps plein nécessaires pour ajouter une heure et demie à deux heures à tous les élèves de 1 re – soit 90 % d'une promotion annuelle du Capes, dans une discipline où les concours sont déficitaires depuis des années.

Une vingtaine d'associations de mathématiciens – dont l'APMEP –, de scientifiques et d'acteurs de l'école, réunies dans un collectif, avaient appelé en avril à « différer toute mesure prise en urgence pour la rentrée 2022 » et à « réfléchir à une remise à plat de la structure du lycée général pour identifier des solutions constructives » aux problèmes de fond générés par la réforme. Ils n'ont pas obtenu gain de cause sur la première revendication, mais continuent à défendre la seconde.

